**MOTION de soutien à l’Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES)**

Les élus de la Ville de Chalette soutiennent le Comité Directeur de l’ANDES dans les déclarations suivantes :

* Réaffirme son inquiétude face aux nouvelles annonces budgétaires du gouvernement : baisse de 6,2% (30 millions d’euros) du budget du Ministère des Sports (0,13% du budget de l’Etat soit 450 millions d’euros), suppression ou réaffectation de 1 600 emplois nationaux et suppression des emplois aidés.
* Mobilisés depuis 20 ans, les élus en charge du sport constatent dès aujourd’hui au quotidien cette dégradation continue du financement du sport ; les collectivités ne pourront pas se substituer au désengagement de l’Etat ; elles assument déjà plus de 80% du financement du sport : subventions aux clubs, événements sportifs, construction et maintenance des équipements sportifs. Avec 200 000 installations (soit 82% du patrimoine sportif) et 37 000 espaces et sites de nature, les collectivités locales sont incontournables mais ne peuvent pas agir isolément.
* Pointe les incohérences entre l’ambition sportive affichée de 3 millions de pratiquants supplémentaires et d’accueil des Jeux olympiques et paralympiques en 2024 ; le discours doit trouver une traduction dans les actes ! Le sport ne doit pas servir de variable d’ajustement au Budget de l’Etat.
* Invite à accélérer la rénovation de la gouvernance du sport et la reconnaissance du rôle des collectivités territoriales ; les travaux engagés depuis plusieurs mois ne doivent pas être remis en cause.
* Appelle les parlementaires **à consolider le financement du sport par le déplafonnement des taxes affectées au sport, sur les mises de la FDJ (1,8%), des paris en ligne et de la taxe Buffet (5%) ;** les acteurs du sport doivent disposer de ressources pérennes ; avec plus de 35 millions de pratiquants, l’enjeu sociétal du sport pour tous est essentiel pour la Nation, que ce soit en matière de santé, de lien social, d’éducation mais également de vecteur économique et d’emploi.

Nous, élus municipaux de la majorité, en soutien à la mobilisation générale du Mouvement sportif français, demandons que cette motion soit adoptée par les membres du Conseil Municipal.